



DECLARATION LIMINAIRE DU SE-Unsa **CAPD du 1^{er} février 2018**

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs,

Le SE-Unsa, a toujours considéré que les instances officielles de consultations devaient être le lieu central de la démocratie sociale. Si chacun défend légitimement son point de vue, le respect de la parole donnée est un élément non négociable. Le débat est toujours un préalable à la prise de décisions. Cela n'est pas le cas actuellement dans les ministères. Les annonces se succèdent sans que les représentants des personnels soient consultés. Les médias ont la primeur des annonces et les organisations syndicales se voient cantonnées au rôle de commentateurs de l'après coup.

Tant sur la réforme des rythmes que sur le dédoublement des CP en éducation prioritaire, nous avons dénoncé la précipitation des mesures et l'approximation du cadrage. L'Education nationale a besoin de stabilité et ne mérite pas ce contexte d'agitation perpétuelle et de va-et-vient.

Le SE-Unsa dénonce également les mesures qui portent un coup aux personnels tant dans leurs conditions de travail que sur leur rémunération : la remise en place d'un jour de carence, la hausse de la CSG non compensée, le report de certaines mesures du PPCR, le gel du point d'indice.... C'est un recul en termes de droits sociaux et des mesures pénalisantes pour les salariés.

23 000 emplois aidés supprimés rien que dans notre ministère. C'était la bombe de la rentrée. Et autant de mini bombes à retardement au fur et à mesure que s'achèvent ces contrats qui ne seront pas renouvelés. Si l'aide aux élèves en situation de handicap ne sera pas impactée, l'aide administrative auprès des directeurs d'école est condamnée. Nous exigeons que l'aide administrative demeure, que toutes les écoles en bénéficient et que les emplois sur ces postes, qui sont de vrais emplois, deviennent pérennes.

Nous n'avons pas eu besoin de lunettes pour distinguer la différence de fond et de méthode entre la présidence de Nicolas Sarkozy et celle de François Hollande. Nous n'aurons donc pas non plus besoin d'explications de texte pour comprendre que les fonctionnaires sont désignés par le nouveau gouvernement comme des boucs émissaires. Le fonctionnaire-bashing est de retour. Alors qu'Emmanuel Macron annonce vouloir incarner le sens de l'Etat au-dessus des intérêts particuliers, ce sont les fonctionnaires et parmi eux les enseignants qui servent l'intérêt général au quotidien. Offrir à chaque enfant l'accès à la connaissance, tenter de rétablir un semblant d'égalité républicaine, chercher à ressouder les liens dans une société touchée par l'émiettement communautaire... voilà ce que nous essayons de faire modestement dans nos classes.

Malgré toutes les mesures injustes qui vont les accabler, les enseignants que nous sommes ont à cœur la réussite des élèves et l'intérêt du service public d'éducation. Ils rappelleront au ministre que l'expertise se trouve dans les classes. Lui passera. L'espérance de vie Rue de Grenelle est de 2 ans. 7 ministres de l'Education Nationale en 15 ans. 15 ans, le temps d'une scolarité de la maternelle au bac. L'éducation est un temps long. Les enseignants, eux, demeureront fidèles au poste pour former les citoyens de demain et promouvoir nos valeurs républicaines et le principe laïque. Notre ministre de l'Education Nationale veut bâtir l'école de la confiance. Comme nous sommes des militants responsables et soucieux du service public d'éducation, nous lui répondons que la confiance ne se décrète pas, elle se gagne par des actes. Il parle confiance, il cultive la méfiance et en retour, il reçoit notre défiance.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Pour le SE-Unsa de l'Ain, Karen Ansberque